

Le facteur subjectif de l'écrasement du mouvement révolutionnaire de Décembre en Grèce ainsi que de la défaite sans combats des masses dans les autres pays est, avant tout, la faiblesse et les graves erreurs des partis de la IV^e Internationale. En Grèce, les groupements se réclamant de la IV^e Internationale, non seulement n'ont pas compris la signification du mouvement — tant pendant l'occupation qu'après la « libération » — mais ils sont allés jusqu'à renier celui-ci, à le considérer comme étranger aux intérêts du prolétariat. Ils ont appelé les ouvriers à rester à l'écart, c'est-à-dire à désertir. Les ouvriers ne les ont pas écoutés et ils ont eu raison. Les partisans de la IV^e Internationale décidés à garder les « mains pures » restèrent « au-dessus du courant », c'est-à-dire au-dessus et loin des masses. Ils ont ainsi laissé les stalinien et les réformistes bourrer librement le crâne des masses avec leurs propagande chauviniste. Et pourquoi ? Parce que les masses en lutte n'avaient pas un programme de classe ! Mais qui leur avait présenté un programme de classe ? Qui, en dehors de leur avant-garde révolutionnaire, aurait pu leur donner un programme de classe ? Avez-vous réfléchi sur le fait que la résistance dans les pays occupés, qui au début était surtout un mouvement « patriotique » à composition sociale bourgeoise et petite-bourgeoise, commença à prendre un caractère de masse et s'attira des couches prolétariennes après l'offensive contre l'U.R.S.S. et l'institution du travail obligatoire ? Que le mouvement entra dans sa phase la plus combative après les premiers succès de l'Armée rouge. Que signifie cela ? Cela signifie qu'en essayant d'échapper à l'esclavage du travail obligatoire et à la déportation l'ouvrier a pris les armes pour défendre non la « patrie » mais sa liberté, son droit au travail libre. N'en déplaise aux ultra-gauches, cela est un droit sacré et tout à fait « de classe ». Cela signifie qu'avec l'entrée de l'U.R.S.S. dans la guerre, l'ouvrier, consciemment ou instinctivement, a senti que le pays de la révolution socialiste était en danger et avec lui le mouvement socialiste mondial. Ce n'est pas un droit sacré mais un devoir sacré et un devoir de classe. Pendant la première phase de la guerre contre l'U.R.S.S., quand les armées de Hitler faisaient leur marche « triomphale » sur Stalingrad, ce furent les plus courageux, les plus conscients, les « politiques » des ouvriers qui entrèrent dans la lutte. Et lorsque l'épopée de Stalingrad eut changé l'aspect de la guerre, les larges masses hésitantes, les moins « politisées » de celles-ci les rejoignirent. Cette coïncidence ne vous dit rien ?

Mais ceux qui, aux yeux de l'ouvrier, représentaient chez lui la Révolution d'Octobre avaient entrepris un bourrage de crâne patriotique. Ils étaient là, à la tête des organisations syndicales clandestines, à la tête des formations de partisans, à la tête des milices patriotiques. Et ils étaient courageux. (Il est grossièrement ridicule d'accuser de lâcheté les stalinien, comme le fait la *Lutte ouvrière* dans son numéro du 31-12-45). Ils étaient dans la lutte, ils savaient mourir en héros. Et ils tombaient à côté de l'ouvrier. Le malheur est qu'ils tombaient en criant : « Vive la patrie ! ».

Entre temps, les révolutionnaires « purs », après avoir constaté que les ouvriers luttèrent sous un drapeau « impur », se lavaient les mains en disant à ces derniers : « Si vous allez avec les « impurs », nous vous tournons le dos. Eux aussi ils étaient courageux, eux aussi ils savaient mourir en héros. Ils tombaient en criant : « Vive la révolution mondiale ! » Le malheur ici est qu'ils tombaient loin des masses. Et leur programme restait inconnu de celles-ci.

Pendant la révolution espagnole, les masses qui luttèrent contre Franco et contre le fascisme international étaient dirigées par des bourgeois démocrates, par des social-patriotes, par des stalinien, par des anarcho-sindicalistes, par des catholiques basques, etc. L'armée républicaine était sous les ordres d'un gouvernement qui n'avait rien de commun avec la révolution prolétarienne. Les trotskystes n'ont pas mis dans le même sac les masses et leurs chefs. Ils firent tout leur possible pour éclairer celles-là. Mais ils se trouvèrent à la pointe du combat, en première ligne, et plusieurs d'entre eux tombèrent, frappés

les uns par les balles de Franco, les autres par les balles du Guépéou.

Le droit d'autodétermination des peuples est une des revendications fondamentales du programme marxiste-léniniste. Cette revendication prend une importance beaucoup plus grande quand il s'agit d'un « petit pays » qui fut toujours et qui continue à être sous l'emprise d'un capital financier étranger. Nous avons toujours été, en Grèce, contre l'emprise de l'impérialisme britannique. Nous avons toujours appelé les masses opprimées à lutter contre les banquiers de la City, contre Hambro, contre le contrôle économique international, pour la suppression de la dette envers les puissances étrangères. Si on parcourt les journaux de tous les groupements oppositionnels d'avant guerre, on trouvera ces revendications à maintes reprises. Et voilà que lorsque le peuple grec se dresse contre les forces armées des maîtres économiques du pays, contre les forces de l'impérialisme qui a, depuis toujours, transformé la péninsule hellénique en un bastion pour la défense de la route vers les Indes, et le peuple grec en chair à canon, destiné à servir sa politique de brigandage, nous oublions tout cela. Je n'ai pas lu toutes les publications des camarades grecs, avant, pendant et après les événements de Décembre. Mais dans celles que j'ai pu me procurer je n'ai rien trouvé qui marque une position nette contre l'impérialisme anglais et son intervention armée dans la vie politique du pays. Cela nous est-il indifférent ?

Notre parti français paya lui aussi très cher sa position longtemps fautive envers le mouvement de la Résistance. Sans aller jusqu'au sectarisme délirant de nos camarades grecs, il suivit une ligne pleine d'hésitations, de rétractations et c'est seulement à la fin qu'il a trouvé la voie juste. Et ceci grâce à son régime intérieur démocratique et à la discussion libre, mais fertile entre les tendances — discussion qui se poursuit même aux moments les plus durs de la clandestinité et de la terreur. Cette attitude hésitante ne lui a pas permis — malgré le fait qu'un grand nombre de ses militants se trouvèrent dans les rangs les plus avancés de la Résistance — d'exercer une influence décisive sur les événements en opposant son programme révolutionnaire internationaliste à la politique chauvine et capitulaire des socialistes et des stalinien.

Tout cela est grave, très grave. Maintenant, il s'agit de redresser notre politique. Pour cela, notre point de départ doit être une autocritique sincère, sévère et ouverte.

Dans leur ligne générale, je suis d'accord avec les thèses de la minorité de la *Lutte ouvrière*, tant en ce qui concerne l'EAM et les événements de Décembre qu'en ce qui concerne les tâches du moment présent, surtout sur la question monarchie ou république et sur le mot d'ordre « l'E.A.M. au pouvoir ». J'ai lu dans une réponse de leur comité central un passage où on les accuse d'avoir eu une attitude inconséquente par rapport à leur position. Je ne peux pas savoir dans quelles conditions ils se sont trouvés et comment ils ont agi. Mais je sais que, lorsqu'une minorité se dresse contre la politique de la majorité, elle doit avant de briser la discipline lutter pour gagner à ses conceptions l'organisation entière. Toutes sortes de facteurs psychologiques et autres interviennent dans de pareils cas et empêchent la clarification rapide de la situation. Il faut tenir compte aussi du fait que la direction stalinienne du mouvement de la Résistance poursuivait une politique d'extermination des oppositionnels, même quand ces derniers étaient prêts à entrer dans les rangs du mouvement. La question, d'ailleurs, ne se limitait pas à l'entrée de quelques militants dans les rangs de l'E.A.M. et de l'E.L.A.S. C'était, avant tout, la politique de nos organisations qui aurait dû être différente. S'il en est ainsi, les problèmes pratiques auraient été résolus selon les possibilités de chaque moment.

Je crois qu'il est temps d'en finir avec les méthodes déloyales dans la lutte intérieure. En tout cas, pour éviter tout malentendu, je vous déclare que, personnellement, je fus conséquent avec mes conceptions.

GREGORIADES.
10 février 1946.